



Assemblée générale

Distr. générale
4 octobre 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Points 62 et 68 de l'ordre du jour

Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient

Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient

Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général*

1. Dans sa résolution 58/68 du 8 décembre 2003, intitulée « Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient », l'Assemblée générale a :

a) Accueilli avec satisfaction les conclusions concernant le Moyen-Orient formulées par la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 (par. 1);

b) Réaffirmé qu'il importait qu'Israël adhère au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et place toutes ses installations nucléaires sous les garanties intégrales de l'Agence internationale de l'énergie atomique afin de parvenir à l'objectif de l'adhésion de tous les États de la région au Traité (par. 2);

c) Demandé à cet État d'adhérer sans plus tarder au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de ne pas mettre au point, fabriquer, mettre à l'essai ou acquérir d'aucune autre manière des armes nucléaires, de renoncer à posséder de telles armes et de placer toutes ses installations nucléaires non soumises aux garanties sous les garanties intégrales de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ce qui constituerait une mesure de confiance importante entre tous les États de la région et un pas vers le renforcement de la paix et de la sécurité (par. 3);

d) Prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-neuvième session, de l'application de la résolution (par. 4).

2. Le présent rapport a été établi en application du paragraphe 4 de ladite résolution. Hormis le document communiqué par l'Agence internationale de l'énergie atomique (voir l'annexe), le Secrétaire général n'a reçu aucune autre information depuis la présentation de son dernier rapport à ce sujet [A/58/137 (Part II)] à l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session.

* Pour le rapport du Secrétaire général sur le point 62, voir A/59/165 (Part I).

Annexe

Application des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique au Moyen-Orient

Résolution GC(48)/RES/16 adoptée par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique à sa 10^e séance plénière, le 24 septembre 2004

La Conférence générale,

a) *Reconnaissant* que la non-prolifération des armes nucléaires, sur les plans mondial et régional, contribue d'importance au renforcement de la paix et de la sécurité internationales,

b) *Rappelant* l'utilité du système de garanties de l'Agence qui constitue un bon moyen de vérifier que l'énergie nucléaire est utilisée à des fins pacifiques,

c) *Préoccupée* par le fait que des activités nucléaires sont menées dans la région du Moyen-Orient, qui ne visent pas toutes des fins pacifiques, ce qui constitue un danger pour la paix et la sécurité,

d) *Se félicitant* des initiatives touchant la création d'une zone exempte de toutes armes de destruction massive, y compris de l'arme nucléaire, au Moyen-Orient et des initiatives récentes concernant le contrôle des armements dans la région,

e) *Reconnaissant* que la poursuite de tous ces objectifs y gagnerait avec la participation de tous les États de la région,

f) *Rendant hommage* à l'Agence qui s'efforce de faire appliquer les garanties au Moyen-Orient et à certains États qui y ont réagi favorablement par la conclusion d'un accord de garanties intégrales, et

g) *Rappelant* sa résolution GC(47)/RES/13,

1. *Prend acte* du rapport du Directeur général figurant dans le document GC(48)/18 et Add.1;

2. *Affirme* que tous les États du Moyen-Orient doivent accepter d'urgence d'appliquer les garanties intégrales de l'Agence à toutes leurs activités nucléaires afin de créer un climat de confiance parmi les États de la région et amorcer le renforcement de la paix et de la sécurité dans le cadre de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires;

3. *Demande* à toutes les parties directement concernées d'envisager sérieusement de prendre les mesures concrètes qui conviennent pour réaliser la proposition tendant à mettre en place dans la région une zone exempte d'armes nucléaires facilement vérifiable par tous, et engage les pays intéressés à adhérer aux régimes de non-prolifération internationaux, y compris au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en sus de leur participation à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient et en vue du renforcement de la paix et de la sécurité dans la région;

4. *Prend note* de l'importance des négociations bilatérales de paix qui se poursuivent au Moyen-Orient et de l'action menée par le groupe de travail multilatéral sur le contrôle des armements et la sécurité régionale pour faire régner la confiance mutuelle et la sécurité dans le Moyen-Orient, et notamment pour créer une zone exempte d'armes nucléaires, et demande au Directeur général de faire droit à la requête des participants en prêtant au groupe de travail toute l'assistance dont il a besoin pour atteindre cet objectif;

5. *Prie* le Directeur général de poursuivre les consultations avec les États du Moyen-Orient pour faciliter l'application rapide des garanties intégrales de l'Agence à toutes les activités nucléaires dans la région et la rédaction d'accords types, préalable indispensable à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région, comme indiqué dans la résolution GC(XXXVII)/RES/627;

6. *Demande* à tous les États de la région de coopérer pleinement avec le Directeur général pour lui permettre de remplir les tâches qui lui sont confiées au paragraphe précédent;

7. *Demande* également à tous les États de la région de prendre des mesures, y compris des mesures de confiance et de contrôle, en vue de créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient;

8. *Demande* à tous les autres États, en particulier ceux auxquels il incombe particulièrement de maintenir la paix et la sécurité internationales, de prêter assistance au Directeur général en favorisant l'application de la présente résolution; et

9. *Prie* le Directeur général de présenter au Conseil des gouverneurs et à la Conférence générale à sa quarante-neuvième session ordinaire un rapport sur l'application de la présente résolution et d'ajouter à l'ordre du jour provisoire de la session un point intitulé « Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient ».